

**Le PS, la sécurité et les problèmes de la paix**

Cher(e) s ami(e) s, cher(e) s camarades

**1**

**Le monde a profondément changé en quinze ans, le PS n'a pas vraiment changé de regard sur le monde.**

**1.1**

Ou plutôt il n'a pas adapté ses lunettes qui sont restées les mêmes.

**Les Socialistes se servent de verres progressifs mal corrigés. Ces verres ne permettent pas de voir assez loin, quand la mondialisation ouvre largement, notamment vers l'est et en Asie, les horizons de notre futur. Ils brouillent notre vue de près, ce qui nous empêche de percevoir bien nettement les effets d'une mondialisation qui agit au cœur même de notre société.**

Par ailleurs le PS est toujours mal à son aise sur les questions internationales.

Il s'en méfie, avec quelques raisons, car tout au long de son histoire, ses plus profondes déchirures eurent pour causes des sujets en relation avec l'extérieur : la révolution bolchevique, la lutte contre le fascisme, la décolonisation, l'atlantisme et aujourd'hui l'Europe.

Les placards de la rue de Solferino sont encombrés de ces cadavres et on comprend, une fois chaque crise surmontée, que personne au PS n'ait eu envie d'en faire l'autopsie. L'inconvénient, c'est qu'aucun de ces épisodes n'a vraiment servi de leçon.

**Comme souvent, depuis le congrès de Tours, le PS, reste écartelé entre idéologie et pragmatisme. L'idéal internationaliste, désormais mâtinée de rhétorique alter mondialiste, inspire des envolées de tribunes. La culture gouvernementale produit des positions supposées réalistes, souvent conservatrices ou excessivement précautionneuses.**

Le compromis est boiteux. Trop d'effets en paroles, pas assez d'audace dans les actes ou les projets.

**1.2**

**Le PS, la sécurité et les problèmes de la paix**

**Cet écart a eu tendance à s'accroître depuis 1997, à cause de la cohabitation pendant cinq ans<sup>1</sup> et à cause de la « gauchisation » à peu de frais du discours socialiste depuis 2002 ainsi que du vide de la réflexion au sommet qui l'accompagnait<sup>2</sup>.**

Les cinq dernières années furent à cet égard consternantes, tant les débats internes au PS furent rares et pauvres sur les grandes questions internationales.

Là où les discussions furent approfondies, sur le traité de l'Union européenne, elles conduisirent, faute d'une gestion politique avisée, à dilapider le bénéfice politique des réussites de la construction européenne mises au compte des Socialistes depuis 1981.

**Les flottements dans la campagne présidentielle, perceptibles dès les primaires, apportent la preuve d'un travail mal dégrossi ou déjà gâché en amont.**

Sur le nucléaire iranien, sur la question du Darfour, sur le futur statut du Kosovo, sur la relance européenne, sur les opérations militaires de la France en Afghanistan, au Liban, au Kosovo, les positions n'étaient tout simplement pas arrêtées.

**En 2007, comme à la présidentielle de 2002, les Socialistes ont persisté à tenir pour subalternes les questions internationales, à commencer par les problèmes de sécurité, alors qu'ils ne sont pas périphériques mais centraux.**

Il y a deux explications à cela. L'une déjà évoquée est culturelle, les Socialistes fuient des sujets facteurs de divisions dans leurs rangs (OTAN, Union Européenne, Israël, Turquie...). L'autre tient à l'affirmation que ces questions feraient largement l'objet d'un consensus entre la droite et la gauche au nom de l'intérêt national. Bref, électoralement il y aurait trop de motifs de clivages à gauche et trop peu avec la droite. Dans tous les cas on prend un risque inutile en allant à la clarification.

Ce raisonnement est une erreur. L'absence de clarification nuit à l'intelligibilité de nos positions. Il peut y avoir des sujets de consensus, comme sur l'Irak en 2003, mais il est dangereux d'établir *a priori* un domaine du consensus notamment sur les questions de défense et de sécurité internationale. Ce qui valait comme condition de l'alternance avant 1981 et en pleine guerre froide n'a aucun sens aujourd'hui dans la situation de notre démocratie, au vu de ce qui la menace et des attentes de nos concitoyens.

## 2

---

<sup>1</sup> Le gouvernement de Lionel Jospin, en dépit de réels succès de son action (CPI, mine anti-personnel, Kosovo, Europe de la défense...) a vu ses initiatives internationales limitées, freinées et contraintes par les pouvoirs présidentiels de Jacques Chirac.

<sup>2</sup> Les Socialistes, convaincus pour la plupart, que l'élection présidentielle de 2002 avait été perdue à gauche ont fait assaut de surenchères dans le domaine international, considérant au demeurant que cela n'avait guère d'importance. Démonstration : les programmes aux élections régionales de 2004 sont pétris d'intentions alter mondialistes sans conséquence. Le projet des Socialistes pour la présidentielle de 2007 est, lui, tout simplement vide.

**La sécurité internationale est un enjeu crucial****2.1**

**Depuis les attentats du 11 septembre et les événements qui suivirent, la sécurité internationale est devenue un sujet de préoccupation pour les Français.**

Ces questions sont centrales pour l'accès à la fonction présidentielle et l'exercice du pouvoir.

Elles sont centrales dans la réflexion que le PS doit conduire pour réussir sa rénovation idéologique et politique.

**Dans les années quatre vingt dix, les Socialistes ont raté le train sur les problématiques liées à la sécurité intérieure. Manqueront-ils encore d'à propos sur les questions de sécurité extérieure ?**

Nos concitoyens perçoivent en effet combien la situation internationale est instable et précaire. Après une période d'optimisme à la fin de la guerre froide, on constate en effet une forte montée d'un sentiment de peur face aux menaces extérieures. Le terrorisme est en premier redouté, mais l'opinion appréhende également la prolifération des armes de destruction massive ou l'enlisement des opérations militaires extérieures avec les risques d'escalade. Dans un autre domaine elle s'alarme des nuisances et des pollutions pour notre environnement.

**Toutes ces peurs doivent être prises en compte politiquement pour qu'elles soient rationalisées et apaisées par des réponses adéquates.**

**D'autant que les questions de sécurité internationale viennent de plus en plus régulièrement percuter des questions de sécurité intérieure.**

De façon quotidienne, dans notre monde décroissant, les crises internationales contribuent en effet à la mise sous tension de nos sociétés en entrant en résonance avec des problématiques internes (vague d'antisémitisme, loi sur le voile, mesures contre la grippe aviaires..).

**La crédibilité de notre parti est en jeu. Il sera jugé sur la justesse de ses propositions pour contrer certains dangers nouveaux. Mais il sera aussi jugé sur sa capacité à faire refluer la paranoïa sécuritaire qui gagne du terrain contre la démocratie.**

**2.2**

**Centrales dans les préoccupations de nos concitoyens, les questions de sécurité sont aussi centrales dans la conquête du pouvoir.**

Qu'on le déplore ou qu'on l'accepte, qu'on l'accepte tout en le déplorant, l'élection présidentielle après le passage au quinquennat et l'inversion du calendrier électoral, est devenue l'élection clef du système, celle qui permet ou non l'alternance.

L'aptitude supposée des candidats à exercer la fonction présidentielle est pesée à cette occasion, tout comme leur conception de cette responsabilité et leurs idées.

Or, pour le candidat de gauche la tâche est plus difficile. Traditionnellement, on n'exige pas du candidat de droite qu'il fasse la même démonstration de son rapport à la Nation, de son attachement aux Institutions, de sa propension à bien user de la force publique, ces

**Le PS, la sécurité et les problèmes de la paix**

dispositions semblent a priori aller de soi. Voilà certes des préjugés, mais qui obligent le candidat de gauche, comme l'avait bien compris François Mitterrand en 1981 et 1988, à redoubler d'attention sur certains sujets régaliens.

**Quoiqu'il en soit, on ne peut pas gagner l'élection présidentielle en faisant l'impasse sur la politique étrangère et sur la défense.**

**Nicolas Sarkozy ne s'y ait pas trompé. Il a appliqué aux questions internationales, la même recette qu'en politique intérieure.** Il s'est au départ démarqué de son camp et de ses adversaires (sur la Turquie, par son discours pro américain, avec ses positions sur l'immigration..) pour arrondir les angles par la suite et présenter des propositions en rassembleur (mini traité européen, Union méditerranéenne, Darfour..). Peu féru de diplomatie et assez peu au fait des grands dossiers internationaux, il a préféré la lisibilité de la posture à la complexité des argumentaires.

Se réfugiant, comme souvent la droite, derrière un éloge du pragmatisme lorsqu'il manquait de fond, le candidat Sarkozy est cependant parvenu par deux ou trois touches à donner des couleurs et un rendu à un programme international pourtant faible : une touche souverainiste pour ancrer à droite son programme, une touche atlantiste pour rompre avec le gaullo-chiraquisme, une touche sur les droits de l'homme pour faire de l'œil à l'électorat sur sa gauche et détourner l'eau qui alimente traditionnellement le moulin à prière des Socialistes et des Verts.

**Ces remarques, par comparaison montrent l'absence de préparation du discours de la gauche à l'élection présidentielle de 2007 sur les questions internationales et de sécurité internationales. Ses positions ne sont toujours pas construites.**

### 3

**La gauche doit approfondir sa réflexion sur les problématiques internationales de sécurité**

#### 3.1

**Le projet socialiste doit tout d'abord correctement interpréter le nouveau cycle de la mondialisation post guerre froide qui s'engage. Celui-ci est marqué par un Occident toujours dominant mais sur la défensive.**

**De ce point, l'Europe démographiquement déclinante et vieillie, sans une mobilisation très forte de ses énergies, n'a aucune raison de rester sur le bon versant du XXIème siècle.**

**Face à cette situation, les Socialistes doivent à la fois chasser le fantasme alter mondialiste et dissiper l'illusion néo-libérale.**

**Les thèses alter mondialistes nous conduisent en effet à diaboliser la mondialisation alors qu'il s'agit d'en relever les défis. Surtout ces thèses sont un déni de la réalité.**

## **Le PS, la sécurité et les problèmes de la paix**

La dénonciation des méfaits de la mondialisation est souvent juste, mais elle en minimise excessivement les effets positifs. En outre l'analyse sur le jeu et la responsabilité des acteurs est dominée par des préjugés ; elle est de surcroît anachronique. Elle nous amène, notamment, à nous aveugler sur l'ancien tiers monde qui se rue dans le capitalisme et voit dans la mondialisation une chance de prospérité et une promesse de puissance.

**Au plan économique, la mondialisation entraîne en effet toute une série de conséquences positives et négatives, à la fois dynamiques, distributives et destructrices. Elle favorise l'enrichissement et l'aggravation des disparités. La mondialisation n'est ni abominable ni vertueuse, elle est paradoxale.**

Les réaménagements qu'elle cause sont en revanche source de tensions inéluctables, au sein des sociétés qu'elle bouleverse et au plan international. Elle sape la légitimité des Etats et des systèmes interétatiques anciens. Cette désorganisation des cadres institutionnels imaginés pour gérer la violence internationale et la sécurité est évidemment préoccupante.

D'autant que les modalités de régulation des relations internationales, à l'ONU, au FMI, à l'OMC, sont encore déterminées par des règles d'un autre âge.

Il faut bien reconnaître que la mondialisation comme phénomène de globalisation des facteurs, d'intensification des échanges et de standardisation des comportements échappe de plus en plus au contrôle normatif des Etats. Pourtant elle ne débouche sur aucun autre modèle pertinent que l'Etat comme cadre aujourd'hui exclusif de l'expression démocratique et comme cadre aujourd'hui principal de la solidarité économique.

**Tous les discours qui proposent « une autre mondialisation » achoppent sur un nœud de contradictions. Le dénigrement de la souveraineté au nom d'un internationalisme de la multitude qui conspuent l'Etat nation est incompatible avec l'éloge nostalgique du rôle de la puissance publique pour contrer les effets de la mondialisation.**

La question de la souveraineté reste donc centrale en ce début de XXIème siècle. Les problématiques de protection, de partage et de dévolution de la souveraineté des Etats sont incontournables, notamment pour les Européens et leur union hybride qu'ils doivent consolider. **On ne peut dépasser l'Etat Nation, sans que les Etats Nations ne participent à ce dessaisissement. Spontanément, la mondialisation ne propose en effet aucune alternative à la légitimité des Etats pour se transformer eux même et faire muer le vieux système international.**

Pour ces raisons l'Etat ne peut sans danger être marginalisé dans l'histoire des prochaines années. Il a d'autres combats à gagner au nom de la souveraineté démocratique : combats contre lui-même par la dévolution d'éléments de souveraineté à des ensembles plus importants (Ex UE) ou par le transfert de compétences à des instances internationales de régulation ; combats contre d'autres Etats au nom de la défense de la paix et de la protection des droits et du patrimoine de l'humanité ; combats contre d'autres acteurs transnationaux non étatiques au nom des droits fondamentaux des individus et de la protection de la planète.

**Ces combats seront l'histoire de la première moitié du XXIème siècle**

**C'est pourquoi, il convient de ne pas céder à l'illusion néo-libérale qui, recycle la vieille théorie mercantiliste de la paix grâce au commerce.**

## **Le PS, la sécurité et les problèmes de la paix**

Le libre échange, l'intensification de la circulation des biens et des personnes n'est pas en soi facteur de paix. La globalisation, cela a déjà été dit, est autant cause d'apaisement que de tensions internationales.

Elle avive en particulier la concurrence des Etats et des entreprises multinationales pour l'accès aux matières premières et aux marchés émergents.

Par ailleurs, dans sa phase actuelle, le système capitaliste, après deux décennies de globalisation marquées par la libéralisation et les privatisations d'entreprises est miné par un doute existentiel lié aux modes de financement des entreprises et à la perte de contrôle qu'ils peuvent induire. Le capitalisme entre en contradiction. Le néo libéralisme se donne à voir pour ce qu'il est une idéologie centrée sur les intérêts de l'Occident.

**Pour les Européens, et en particulier les gauches européenne social libérales, qui croyaient dur comme du fer que la mondialisation allait favoriser l'essor de leur modèle fondé sur le commerce et la négociation, le retour à la réalité est un peu rude.**

Ils sont bien obligés de constater la transformation de la violence internationale et non sa régression, la reprise de la course aux armements et le renforcement de la puissance militaire des grands Etats (Etats-Unis, Russie, Chine, Japon, Inde, Pakistan, Iran...).

**Comme à chaque époque marquée par un changement de structure de la réalité internationale, il est politiquement nécessaire de s'adapter aux nouveaux enjeux de la violence et d'inventer de nouvelles modalités de gestion de la violence.**

### **3.2**

**Il faut poser un diagnostic éclairé sur les grands enjeux de sécurité.**

**En particulier, il faut dégager lucidement toutes les conséquences de la mondialisation des risques** pour notre pays notamment ceux pouvant justifier l'emploi de la force (Terrorisme, prolifération balistique et nucléaire, captation ou détournement de ressources vitales...)

Il faut aussi prendre la pleine mesure de phénomènes nouveaux qui affecteront de plus en plus les équation de sécurité : l'émergence d'acteurs transnationaux, la privatisation de la violence internationale, la dissémination d'une technologie (y compris militaire) à portée de tous.

**Il faut enfin avoir conscience que la mondialisation des risques s'accompagne d'un effacement de la frontière entre sécurité intérieure et extérieure, qui rend plus difficile une gestion efficace et légitime de la violence par les Etats, notamment pour les Etats démocratiques.**

Classiquement, les Etats étaient considérés comme les seuls détenteurs légitimes du monopole de la force, pour gérer la violence à l'intérieur et défendre leurs intérêts contre l'extérieur.

Ce postulat que fondait le sacro-saint principe de souveraineté est de plus en plus mis à mal. On le constate au plan théorique : Les notions de légitime défense et le droit de suite en matière de lutte contre le terrorisme, d'ingérence humanitaire, le développement des doctrines et des moyens de prévention de la violence internationale perturbent les schémas traditionnels qui ne justifiaient l'usage de la force qu'en cas de légitime défense. On le constate dans la

## **Le PS, la sécurité et les problèmes de la paix**

pratique : la multiplication des opérations militaires extérieures traduit en effet la banalisation du recours à la force armée depuis la guerre froide (cette « banalisation » signifie tout à la fois : fréquence, pérennité et « adoucissement » des actions militaires).

**Les formes nouvelles de la violence internationale liées à la mondialisation et les modes de gestion de cette violence sont de nouveaux défis pour nos démocraties.**

**Ils génèrent en effet par contrecoup un totalitarisme de la prévention qui, sous couvert d'empêcher que ne se produise le pire, finit par créer l'apparition de ce qui est pire encore (Ex Irak).**

**Les effets induits de cette « civilisation de la sécurité » menacent le système démocratique occidental dans son fondement même, si l'on n'y prend garde (fichage, surveillance des individus, détentions et expulsions arbitraires).**

**Sur la scène internationale le camp occidental paraît s'enfermer dans son rôle autoproclamé de gendarme du monde.**

**En vingt ans, depuis la chute du mur de Berlin, on est passé des idées simples sur la mondialisation et la paix à la complexité.**

**Le parti socialiste confronté à cette complexité nage dans un océan de contradictions.**

## **4**

**Sur la gestion de la paix et les questions de sécurité, le PS doit affirmer une ligne idéologique et de clarifier ses positions.**

### **4.1**

**Le PS a besoin d'une doctrine**

**Celle-ci, ressourcee aux valeurs et principes internationalistes de la gauche, doit défendre un point de vue qui combat la triple régression néo-nationaliste, consumériste et sécuritaire qui menace notre monde.**

La régression néo-nationaliste est perceptible, y compris en Europe. Sous ses habits anciens ou ses nouveaux atours religieux, ethniques, communautaristes, le nationalisme est toujours aussi pernicieux. Paradoxalement en ayant voulu en finir une bonne fois pour toute avec l'Etat nation avec la mondialisation, c'est l'Etat qu'on assassine et le nationalisme qui rejaillit partout.

La régression consumériste se caractérise par les conquêtes de la loi du marché sur la démocratie. Dans les domaines traditionnellement régaliens de la sécurité, les logiques assurantielles et de privatisation des moyens gagnent de plus en plus de terrain.

**Le PS, la sécurité et les problèmes de la paix**

La régression sécuritaire a déjà été évoquée. Jusqu'aux années quatre-vingt-dix, la violence n'était pas une figure lancinante du discours politique. Ce qui ne signifie pas qu'elle aurait été moins centrale mais qu'elle semblait domestiquée par les Etats. Domptée à l'intérieur, elle débordait à l'extérieur à intervalle régulier dans leurs affrontements. Ce schéma simpliste mais autrefois crédible ne résiste pas aux évidences d'aujourd'hui, d'où l'inquiétude d'un monde globalisé qui serait, comme une baignoire se vide, entraîné dans le flot de violences non contenues. Faute de s'opposer à cette vision tout aussi réductrice que la précédente, le constat répété des troubles, des émeutes, des conflits, des guerres creuse le déficit du politique dans chaque pays et à l'échelle de la planète.

**L'Etat démocratique reste la formule politique la mieux adaptée pour interdire et s'opposer à la violence. Les citoyens ont l'impression que la violence s'étend et que l'Etat qui les a protégés dans le passé n'est plus à la hauteur.**

**L'insécurité est le grand déstabilisateur des sociétés modernes sur le double plan de la réalité et de l'idéologie. Elle engendre méfiance, repli communautaire et puis haine.**

**Sur les questions de sécurité et de défense les Socialistes doivent avoir un discours critique mais aussi un projet politique cohérent.**

**Il est capital de restaurer la crédibilité de l'Etat à la fois comme barrage contre les menaces externes et comme protection.**

**Pour cela il convient de bâtir des stratégies de sécurité robustes mais bornées pour déjouer le piège idéologique du « tout sécuritaire ».**

**A cet égard, il est important de desserrer le lien fatalement établis par l'Occident entre progrès de la démocratie dans le monde et usage de la force.**

**C'est pourquoi il est nécessaire de proposer de nouvelles règles internationales qui intègrent à la fois comme un a priori l'impératif pour tous les pays de respecter l'état de droit. De nouvelles règles qui prennent aussi davantage en compte les droits directs des individus face aux Etats mais aussi face aux entreprises multilatérales.**

**La réforme du système Onusien, sur ces bases, mais avec en contrepartie une redistribution des responsabilités dans ses instances dirigeantes, s'impose.**

**La mise en œuvre de ce projet passe par l'affirmation de la politique extérieure et de sécurité de l'Union européenne.**

**Pour nous Européens, la restauration de l'Etat et de l'action publique dans le domaine de la sécurité passe en effet naturellement par l'Union européenne. C'est le seul cadre institutionnel et démocratique qui permette un dépassement de nos Etats nations tous relativisés et affaiblis sur la scène internationale.**

**L'Europe doit s'imposer en effet dans le domaine de la sécurité pour des raisons d'échelle et d'équilibre, pour des raisons qui tiennent aux instruments de médiation dont elle dispose déjà, pour des raisons d'efficacité des moyens de défense et de protection des populations et enfin comme un démenti au choc des nouvelles formes de nationalisme et de la violence internationale qu'ils suscitent.**

**Le PS, la sécurité et les problèmes de la paix****4.2**

**Le PS doit être imaginatif et assumer des hypothèses de rupture dans trois chantiers. Celui de la réforme de l'ONU, celui de la PESD, celui de la défense.**

**Le PS doit prendre avec ses partenaires du PSE une position en faveur de la réforme de l'ONU et du conseil de sécurité.**

**Muet sur la question depuis trop longtemps, le PS doit de même susciter des initiatives en matière de désarmement et du contrôle des armements.**

**En ce qui concerne l'Europe, la problématique n'est pas seulement institutionnelle autour du mini traité. Le PS doit réaffirmer son projet de construire une Europe politique.**

**On ne peut en effet envisager le transfert de compétences dans le domaine de la diplomatie ou de la défense sans aliénation inéluctable de parts de souveraineté. Aller dans ce sens implique toutefois un renforcement de la cohérence politique de l'Union et le progrès de son contrôle démocratique.**

**Il convient aussi de confirmer la vocation de l'Union dans le domaine stratégique en la positionnant clairement en tant que tel, par rapport, et, au sein de l'OTAN.**

**Dans le domaine de la défense, les Socialistes se retrouvent loin de leurs bases traditionnelles et des idées héritées de Jaurès. Projection de troupes, professionnalisation des forces et privatisation des industries d'armement ont définitivement enterré une conception fondée sur la Nation en arme occupée exclusivement par la défense de son territoire. Il serait temps d'assumer l'aggiornamento de notre doctrine.**

**Il serait temps aussi de pousser avec détermination nos projets de réforme, sur le contrôle par le parlement du domaine réservé, sur la réforme du statut des militaires suite à la professionnalisation et surtout sur l'intégration de nos forces armées dans une défense européenne à construire.**

**Le PS doit clarifier enfin sa position dans des dossiers d'actualité qui sont prioritaires : sur l'Iran, sur le bouclier anti-missile, sur notre détachement militaire en Afghanistan.**

**Sur tous ces sujets qui concernent la paix et notre sécurité, il est temps enfin que le PS se fasse clairement entendre.**